

Art. 25. Notre Ministre de la Justice et Notre Ministre de l'Intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 22 juillet 1981.

**BAUDOUIN**

Par le Roi :  
Le Ministre de la Justice,  
Ph. MOUREAUX

Le Ministre de l'Intérieur,  
Ph. BUSQUIN

**MINISTÈRE DES COMMUNICATIONS**

F. 81 — 1230

**24 JUIN 1981.** — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 4 mai 1965 relatif aux décisions judiciaires portant déchéance du droit de conduire un véhicule automoteur, aux formalités de leur exécution et aux examens en vue de la réintégration dans ce droit

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi relative à la police de la circulation routière, coordonnée le 16 mars 1968, notamment l'article 45 et les articles 46 et 47, modifiés par la loi du 9 juillet 1976;

Vu l'arrêté royal du 4 mai 1965 relatif aux décisions judiciaires portant déchéance du droit de conduire un véhicule automoteur, aux formalités de leur exécution et aux examens en vue de la réintégration dans ce droit, modifié par les arrêtés royaux des 12 octobre 1971, 1er février 1977 et 26 avril 1978;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Communications,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1er.** Dans l'article 1er de l'arrêté royal du 4 mai 1965 relatif aux décisions judiciaires portant déchéance du droit de conduire un véhicule automoteur, aux formalités de leur exécution et aux examens en vue de la réintégration dans ce droit, les mots « l'article 2-9 de la loi du 1er août 1899, portant révision de la législation et des règlements sur la police du roulage » sont remplacés par les mots « l'article 45 de la loi relative à la police de la circulation routière, coordonnée le 16 mars 1968 ».

**Art. 2.** Dans l'article 3, alinéa 1er, du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 1er février 1977, les mots « au § 4 de l'article 2-7 de la loi du 1er août 1899 » sont remplacés par les mots « à l'article 40 de la loi relative à la police de la circulation routière » et les mots « l'article 2-15, § 2 » sont remplacés par les mots « l'article 46, § 2 ».

**Art. 3.** Dans l'article 6, alinéa 1er, du même arrêté, les mots « l'article 2-14 de la loi du 1er août 1899 » sont remplacés par les mots « l'article 47 de la loi relative à la police de la circulation routière ».

**Art. 4.** L'article 9 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 1er février 1977, est complété par un deuxième alinéa, rédigé comme suit :

« L'examen théorique est subi sous la forme d'un examen audiovisuel. En cas d'impossibilité de procéder à l'examen audiovisuel, celui-ci est remplacé par un examen écrit ».

**Art. 5.** Dans l'article 13, § 2 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 1er février 1977, le montant « 100 » est remplacé par le montant « 200 ».

**Art. 6.** L'article 17 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 1er février 1977, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 17. § 1er. Pour subir l'examen théorique, le candidat présente sa convocation et sa carte d'identité.

Art. 25. Onze Minister van Justitie en Onze Minister van Binnenlandse Zaken zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 22 juli 1981.

**BOUDEWIJN**

Van Koningswege :  
De Minister van Justitie,  
Ph. MOUREAUX

De Minister van Binnenlandse Zaken,  
Ph. BUSQUIN

**MINISTERIE VAN VERKEERSWEZEN**

N. 81 — 1230

**24 JUNI 1981.** — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 4 mei 1965 betreffende de rechterlijke beslissingen houdende vervallenverklaring van het recht om een voertuig met eigen beweegkracht te besturen, de formaliteiten tot uitvoering ervan en de onderzoeken tot herkrijging van dit recht

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet betreffende de politie over het wegverkeer, gecoördineerd op 16 maart 1968, inzonderheid op artikel 45, en op de artikelen 46 en 47, gewijzigd bij de wet van 9 juli 1976;

Gelet op het koninklijk besluit van 4 mei 1965, betreffende de rechterlijke beslissingen houdende vervallenverklaring van het recht om een voertuig met eigen beweegkracht te besturen, de formaliteiten tot uitvoering ervan en de onderzoeken tot herkrijging van dit recht, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 12 oktober 1971, 1 februari 1977 en 26 april 1978;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Verkeerswezen,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** In artikel 1 van het koninklijk besluit van 4 mei 1965 betreffende de rechterlijke beslissingen houdende vervallenverklaring van het recht om een voertuig met eigen beweegkracht te besturen, de formaliteiten tot uitvoering ervan en de onderzoeken tot herkrijging van dit recht, worden de woorden « artikel 2-9 van de wet van 1 augustus 1899, houdende herziening van de wetgeving en van de reglementen op de politie van het wegverkeer » vervangen door de woorden « artikel 45 van de wet betreffende de politie over het wegverkeer, gecoördineerd op 16 maart 1968 ».

**Art. 2.** In artikel 3, eerste lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd door het koninklijk besluit van 1 februari 1977, worden de woorden « § 4 van artikel 2-7 van de wet van 1 augustus 1899 » vervangen door de woorden « artikel 40 van de wet betreffende de politie over het wegverkeer » en de woorden « artikel 2-15, § 2, door de woorden « artikel 46, § 2 ».

**Art. 3.** In artikel 6, eerste lid, van hetzelfde besluit, worden de woorden « artikel 2-14 van de wet van 1 augustus 1899 » vervangen door de woorden « artikel 47 van de wet betreffende de politie over het wegverkeer ».

**Art. 4.** Aan artikel 9 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 1 februari 1977, wordt een tweede lid toegevoegd, luidend als volgt :

« Het theoretisch onderzoek wordt afgelegd onder de vorm van een audiovisueel onderzoek. In geval dit niet kan doorgaan wordt het vervangen door een schriftelijk onderzoek ».

**Art. 5.** In artikel 13, § 2, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 1 februari 1977, wordt het bedrag « 100 » vervangen door het bedrag « 200 ».

**Art. 6.** Artikel 17 van hetzelfde besluit, gewijzigd door het koninklijk besluit van 1 februari 1977, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 17. § 1. Om het theoretisch onderzoek te ondergaan legt de kandidaat zijn oproepingsbrief en zijn identiteitskaart voor. De

L'examinateur ou le préposé de l'organisme d'inspection automobile lui indique la place qu'il doit occuper et lui remet une feuille de réponses à laquelle il annexe la convocation.

§ 2. L'examinateur ou le préposé de l'organisme d'inspection automobile explique brièvement au groupe de candidats la méthode à suivre. Il leur donne des exemples de questions avec leurs réponses et la manière d'y répondre.

§ 3. Le candidat répond par écrit aux questions figurant sur les diapositives projetées aux candidats ou, s'il s'agit de l'examen écrit visé à l'article 9, alinéa 2, sur la feuille de réponses.

La durée de l'examen proprement dit est d'environ trente minutes, le temps pour les formalités administratives et les explications non compris.

§ 4. Jusqu'au moment où tous les documents sont relevés, aucun candidat ne peut, sous peine d'exclusion, quitter la place qui lui a été désignée sans l'assentiment exprès de l'examinateur ou du préposé de l'organisme d'inspection automobile.

§ 5. Le candidat qui désire corriger une réponse doit annuler celle-ci par une croix et porter son paraphe à côté de la réponse définitive, entourée d'un cercle. Lors de la remise de la feuille de réponses, il signale la correction à l'examinateur ou au préposé de l'organisme d'inspection automobile qui appose également son paraphe. Une réponse qui laisse un doute quant à l'intention du candidat est considérée comme fautive.

§ 6. Tout candidat qui trouble l'ordre, soit par paroles, soit de toute autre manière ou qui est surpris à frauder ou à tenter de frauder est immédiatement exclu de la salle. Le travail qu'il aurait accompli à ce moment est considéré comme nul.

§ 7. Les candidats dont les facultés intellectuelles sont insuffisantes pour subir l'examen théorique dans les formes prescrites au § 3, peuvent, à leur demande, subir cet examen en session spéciale.

Dans ce cas, l'examinateur lit au groupe de candidats les questions figurant sur les diapositives, ou, s'il s'agit de l'examen écrit, sur la feuille de réponses et donne les explications nécessaires.

S'il s'agit de candidats analphabètes, l'examinateur remplit, en outre, la feuille de réponses conformément aux indications qui lui sont données par le candidat.

La durée de l'examen est adaptée aux besoins du groupe.

Art. 7. L'article 18 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 1er février 1977, est remplacé par la disposition suivante :

« L'examinateur ou le préposé de l'organisme d'inspection automobile, agissant sous la responsabilité de l'examinateur, corrige et cote l'examen théorique de la manière indiquée sous la lettre A.I. de l'annexe 4.

L'examinateur cote l'examen pratique de la manière indiquée sous la lettre A.II de l'annexe 4.

Le dossier de l'examen pratique et de l'examen théorique peut être consulté au service du permis de conduire par l'avocat désigné par le candidat ».

Art. 8. L'article 35, § 1er, du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 1er février 1977, est complété par un deuxième alinéa, rédigé comme suit :

« Toutefois, le préposé de l'organisme d'inspection automobile qui est chargé de l'examen théorique ne doit pas être agréé conformément aux dispositions du § 2 ».

Art. 9. A l'annexe 4A, du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 1er février 1977, sont apportées les modifications suivantes :

1° Le I, alinéa 5, est remplacé par la disposition suivante :

« Mode de cotation :

1. Système de 30 points :  
Maximum des points : 30  
Cote minimale : 25  
Cote d'exclusion : 18

examinator of de aangestelde van het organisme voor automobieliinspectie duidt hem de plaats aan die hij moet innemen en overhandigt hem een blad met antwoorden waaraan hij de oproepingsbrief vasthecht.

§ 2. De examiner of de aangestelde van het organisme voor automobieliinspectie legt aan de groep kandidaten bondig de te volgen methode uit. Hij heeft hem voorbeelden van vragen met de antwoorden en de wijze waarop die antwoorden moeten worden gegeven.

§ 3. De kandidaat antwoordt schriftelijk op de vragen die voorkomen op de diapositieven die voor de kandidaten geprojecteerd worden of op het blad met antwoorden indien het gaat om het schriftelijk onderzoek bedoeld bij artikel 9, tweede lid.

De duur van het eigenlijk onderzoek bedraagt ongeveer dertig minuten, de tijd voor de administratieve formaliteiten en de uitleg niet inbegrepen.

§ 4. Tot op het ogenblik dat alle documenten zijn opgehaald, mag op straffe van uitsluiting, geen kandidaat de aangewezen plaats verlaten tenzij met uitdrukkelijke toestemming van de examiner of de aangestelde van het organisme voor automobieliinspectie.

§ 5. De kandidaat die een antwoord wenst te verbeteren, dient het met een kruis door te halen en naast het met een cirkel omrande definitieve antwoord zijn paraaf aan te brengen. Bij het afgeven van het blad met antwoorden meldt hij de verbetering aan de examiner of de aangestelde van het organisme voor automobieliinspectie die eveneens parafeert. Een antwoord dat twijfel laat omtrent de bedoeling van de kandidaat wordt als fout aangezien.

§ 6. Elke kandidaat die de orde verstoort door woorden of anderszins, of die erop betrapt wordt bedrog te plegen of die tracht bedrog te plegen, wordt terstond uit de zaal verwijderd. Het werk, dat hij op dat ogenblik mocht hebben gemaakt, wordt als nietig beschouwd.

§ 7. De kandidaten waarvan de intellectuele mogelijkheden onvoldoende zijn om het theoretisch onderzoek af te leggen, onder de in § 3 voorziene vormen, kunnen op hun aanvraag, het onderzoek afleggen in een speciale zitting.

In dit geval leest de examiner aan de groep kandidaten de vragen voor die voorkomen op de diapositieven of op het blad met antwoorden, indien het gaat om het schriftelijk examen, en geeft de nodige uitleg.

Indien het gaat om kandidaten-analfabeten vult de examiner bovendien nog het blad met antwoorden in overeenkomstig de aanwijzingen die hem zijn gegeven door de kandidaat.

De duur van het onderzoek wordt aangepast aan de noodwendigheden van de groep.

Art. 7. Artikel 18 van hetzelfde besluit, gewijzigd door het koninklijk besluit van 1 februari 1977, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De examiner of de aangestelde van het organisme voor automobieliinspectie, handelend onder de verantwoordelijkheid van de examiner, verbetert of kent een beoordeling toe voor het theoretisch onderzoek op de wijze bepaald in letter A.I. van bijlage 4.

De examiner kent een beoordeling toe voor het praktisch onderzoek op de wijze bepaald in letter A.II van bijlage 4.

Het dossier betreffende het praktisch onderzoek en het theoretisch onderzoek mag bij de dienst rijbewijs ingezien worden door de advocaat door de kandidaat aangeduid ».

Art. 8. Aan artikel 35, § 1, van hetzelfde besluit, gewijzigd door het koninklijk besluit van 1 februari 1977, wordt een tweede lid toegevoegd, luidend als volgt :

« De aangestelde van het organisme voor automobieliinspectie die belast is met het theoretisch onderzoek, moet echter niet worden erkend overeenkomstig de bepalingen van § 2 ».

Art. 9. In bijlage 4A van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 1 februari 1977, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° I, vijfde lid, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Wijze van beoordeling :

1. Stelsel van 30 punten :  
Maximum aantal punten : 30  
Minimumcijfer : 25  
Uitsluitingscijfer : 18

Toutefois, deux réponses fautives à des questions relatives aux infractions graves énumérées dans l'arrêté royal du 7 avril 1976 désignant les infractions graves au règlement général sur la police de la circulation routière, entraînent l'échec à l'examen.

2. Système de 40 points, utilisé uniquement pour l'examen audiovisuel :

Maximum des points	: 40
Cote minimale	: 33
Cote d'exclusion	: 21

Toutefois, deux réponses fautives à des questions relatives aux infractions graves énumérées dans l'arrêté royal du 7 avril 1976 désignant les infractions graves au règlement général sur la police de la circulation routière, entraînent l'échec à l'examen.

Mode de correction :

L'examen théorique est corrigé au moyen d'une grille de correction apposée sur la feuille de réponses et faisant apparaître automatiquement les réponses erronées.

Le Ministre des Communications peut autoriser la correction de l'examen théorique par un système d'ordinateur ».

2° Le II.A. 1. b. 1. est remplacé par la disposition suivante :

« 1. Stationnement entre deux véhicules à droite »;

3° Au II.A.3., dans les dispositions relatives à la catégorie B, le chiffre « 4 » est remplacé par le chiffre « 6 ».

4° Le II.A.5.1. est remplacé par la disposition suivante :

« 1. Epreuve sur terrain isolé de la circulation :

L'épreuve est arrêtée et le candidat est ajourné s'il n'est pas suffisamment familiarisé avec l'emplacement et l'utilisation des commandes.

Les manœuvres sont cotées par les mentions « satisfaisant », « réservé », « insuffisant » ou « mauvais ».

Le candidat est ajourné si :

- une manœuvre est cotée « mauvais »;
- deux manœuvres sont cotées « insuffisant »;
- une manœuvre est cotée « insuffisant » et deux « réservé »;
- trois manœuvres sont cotées « réservé ».

5° Le II.A.5.2. est remplacé par la disposition suivante :

« 2. Epreuve sur la voie publique :

Pour être admis à l'épreuve sur la voie publique, le candidat doit avoir réussi l'épreuve visée au 1.

Chacune des rubriques, visées sous A.2. est cotée par les mentions « satisfaisant », « réservé », « insuffisant » ou « mauvais ».

La cotation « mauvais » doit être attribuée si le candidat commet une ou plusieurs des infractions graves énumérées à l'arrêté royal du 7 avril 1976 désignant les infractions graves au règlement général sur la police de la circulation routière.

Le Ministre des Communications ou son délégué détermine la durée de l'épreuve sur terrain isolé de la circulation et de l'épreuve sur la voie publique ».

Art. 10. Dans l'annexe 5 du même arrêté modifiée par les arrêtés royaux des 1<sup>er</sup> février 1977 et 26 avril 1978, le montant « 250 » est remplacé par le montant « 500 ».

Art. 11. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 12. Notre Ministre des Communications est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 24 juin 1981.

**BAUDOIN**

Par le Roi :

Le Ministre des Communications,

**V. FEAUX**

Wanneer de kandidaat echter twee verkeerde antwoorden geeft op vragen betreffende de zware overtredingen die zijn opgesomd in het koninklijk besluit van 7 april 1976, tot aanwijzing van de zware overtredingen van het algemeen reglement op de politie van het wegverkeer, is hij niet geslaagd.

2. Stelsel van 40 punten dat alleen voor het audiovisueel onderzoek wordt gebruikt :

Maximum aantal punten	: 40
Minimumcijfer	: 33
Uitsluitingscijfer	: 21

Wanneer de kandidaat echter twee verkeerde antwoorden geeft op vragen betreffende de zware overtredingen die zijn opgesomd in het koninklijk besluit van 7 april 1976, tot aanwijzing van de zware overtredingen van het algemeen reglement op de politie van het wegverkeer, is hij niet geslaagd.

Wijze van verbetering :

Het theoretisch onderzoek wordt verbeterd met behulp van een rooster die op het antwoordblad wordt gelegd en automatisch de verkeerde antwoorden weergeeft.

De Minister van Verkeerswezen kan de toestemming geven tot de verbetering van het theoretisch onderzoek bij middel van een ordinatorstelsel ».

2° II.A. 1. b. 1. wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 1. Rechts parkeren tussen twee voertuigen »;

3° In II. A. 3. wordt in de bepalingen betreffende de categorie B, het cijfer « 4 », vervangen door het cijfer « 6 ».

4° II. A. 5. 1. wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 1. Proef op een terrein buiten het verkeer :

De proef wordt stopgezet en de kandidaat wordt uitgesteld indien hij niet voldoende vertrouwd is met de plaats en de hanteering van de bedieningsorganen.

De manœuvres worden beoordeeld met « goed », « voorbehoud », « onvoldoende » of « slecht ».

De kandidaat wordt uitgesteld indien :

- één manœuvres wordt beoordeeld met « slecht »;
- twee manœuvres worden beoordeeld met « onvoldoende »;
- één manœuvres beoordeeld wordt met « onvoldoende » en twee met « voorbehoud »;
- drie manœuvres beoordeeld worden met « voorbehoud ».

5° II. A. 5. 2. wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 2. Proef op de openbare weg :

Om toegelaten te worden tot de proef op de openbare weg moet de kandidaat geslaagd zijn voor de proef bedoeld onder 1.

Iedere rubriek, aangehaald onder A.2. wordt beoordeeld met « voldoende », « voorbehoud », « onvoldoende » of « slecht ».

De beoordeling « slecht » moet worden toegekend wanneer de kandidaat één of meer zware overtredingen begaat die zijn opgesomd in het koninklijk besluit van 7 april 1976, tot aanwijzing van de zware overtredingen van het algemeen reglement op de politie van het wegverkeer.

De Minister van Verkeerswezen of zijn gemachtigde bepaalt de duur van de proef op een terrein buiten het verkeer en van de proef op de openbare weg ».

Art. 10. In bijlage 5 bij hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 1 februari 1977 en 26 april 1978, wordt het bedrag « 250 » vervangen door het bedrag « 500 ».

Art. 11. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

Art. 12. Onze Minister van Verkeerswezen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 24 juni 1981.

**BOUDEWIJN**

Van Koningswege :

De Minister van Verkeerswezen,

**V. FEAUX**